

MSHS-T
BULLETIN D'INFORMATION ARPEGE SEMAINE 25 de 2014

1 – MANIFESTATIONS NATIONALES

Pour connaître l'ensemble des manifestations nationales, consultez les dernières annonces du RING

<http://www.univ-paris8.fr/RING/index.php>

2 – APPELS À COMMUNICATION NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

2.1

RAPPEL

Journées d'étude

« Veuves, veufs et veuvages en Europe à l'époque contemporaine (19^e-21^e siècle) »

Date limite : 20 juin 2014

Ce projet est né du constat qu'il n'existait pas de réflexion générale sur le veuvage en Europe à l'époque contemporaine, à la différence d'autres périodes historiques. Pourtant, malgré sa quasi invisibilité aujourd'hui en raison principalement de l'amélioration des conditions de vie et des transformations des structures familiales, le veuvage n'en reste pas moins, entre le début du 19^e siècle et les années 2000, un phénomène démographique d'importance, touchant plus ou moins 10% de la population en période de paix et beaucoup plus en période de conflit. Du fait de son impact juridique, social, culturel et psychologique, le veuvage constitue un prisme intéressant pour penser l'histoire des pratiques et des représentations des sociétés européennes. A ce titre, le présent appel à communication est ouvert aux différentes disciplines des sciences humaines et sociales : histoire, sociologie, droit, économie, sciences politiques, sciences de gestion, psychologie, littérature, afin de croiser les approches et les regards.

Par ailleurs, le poids des frontières nationales et le cadre local ou étatique des législations a, jusqu'à aujourd'hui, fortement pesé sur la manière de concevoir les phénomènes juridiques, sociaux et culturels comme le veuvage. L'un des objectifs de ce projet de journées d'étude est d'inviter à renouveler les réflexions à ce propos, en incitant à des études comparatistes ou transnationales. Les réflexions pourront s'opérer selon deux focales. L'une interne, observant la diversité des veuvages en Europe, les comparant et tentant d'en saisir les éventuelles interactions et les influences mutuelles. L'autre externe, visant à définir les similitudes et caractéristiques qui sont propres aux sociétés européennes en matière de veuvage, au-delà des différences. Il s'agira, en somme, de dégager les spécificités locales des veuvages européens, les uns vis-à-vis des autres, et les spécificités européennes de ces veuvages vis-à-vis du reste du monde. A ce titre, les études sur la vision que les Européen.ne.s portent sur les autres veuvages pratiqués dans le monde ou, à l'inverse, celles sur les perceptions des non-Européen.ne.s sur les pratiques des populations du Vieux Continent peuvent prendre place dans la réflexion.

Ce projet, enfin, vise à penser le veuvage dans sa dimension genrée, ce qui, notamment, implique de ne pas assimiler le veuvage exclusivement à une situation féminine. En effet les veufs sont de grands oubliés de l'historiographie et il serait intéressant d'analyser les raisons et les conséquences de cette absence dans les politiques sociales et les représentations culturelles. Penser le veuvage masculin

permettra de mieux mettre en perspective les particularités du veuvage féminin et de dégager les rapports sociaux et de pouvoir afférents aux différences de traitement ou de situation selon le sexe.

Trois axes transversaux ont été définis, chacun introduisant ces trois dimensions, pluridisciplinaire, européenne et genrée. Chaque axe fera l'objet d'une journée d'étude :

- Journée d'étude 1 : Les institutions face au veuvage en Europe (2014)
- Journée d'étude 2 : Normes, pratiques et représentations du veuvage en Europe (2015)
- Journée d'étude 3 : Guerres et veuvages en Europe (2016)

Le présent appel concerne la journée 1

Journée d'étude 1 : Les institutions face au veuvage en Europe (8/12/2014, Bordeaux)

Le terme « institutions » inclut ici autant les collectivités publiques (communales, régionales, étatiques, européennes...) que privées (corporatistes, religieuses...). Quelle place tient le veuvage aux yeux des diverses institutions privées ou publiques ? Le veuvage est-il considéré comme un état digne d'intérêt par les unes et les autres ? Quelles institutions se préoccupent le plus de ces populations selon les lieux et les époques ? Quels rapports entretiennent ces institutions entre elles (notamment entre le public et le privé) ? Sont-ce des relations d'influence, de concurrence... ? Comment les veufs et veuves parviennent à se faire reconnaître par ces institutions ? Trois sous-axes peuvent guider les chercheurs :

Ø Diversité et rayonnement des institutions concernées par le veuvage

Ø Les modalités d'intervention des institutions face au veuvage

Ø Les acteurs et les actrices de la reconnaissance institutionnelle du veuvage

Aspects pratiques

Comité d'organisation :

Peggy Bette (CERHIO, Rennes 2)

Christel Chaîneaud (CAHD, Bordeaux 4)

Comité scientifique : Peggy Bette (CERHIO, université Rennes 2), Christel Chaîneaud (CAHD, université Bordeaux), Magali Della Sudda (centre Emile Durkheim, Sciences Po-Bordeaux), Françoise Leborgne-Uguen (université de Bretagne occidentale-Brest), Yannick Marec (GRHIS, université Rouen), Simone Pennec (université de Bretagne occidentale-Brest), Paulette Robic (IEMN-IAE, université Nantes), Bruno Valat (centre universitaire Jean-François Champollion-FRAMESPA-université Toulouse 2), David G. Troyansky (Brooklyn College et le Graduate Center, City University of New York), Olivier Vernier (ERMES, université Nice-Sophia Antipolis), Fabrice Virgili (IRICE, université Paris 1)

Modalités de soumission des propositions de communication :

Les propositions de communication devront contenir les informations suivantes :

Nom, prénom - université ou laboratoire de rattachement – fonction - Titre envisagé de la communication

Texte de 2 à 3 000 signes en français ou en anglais précisant le contenu, la méthodologie et les sources

La date limite de soumission des propositions de communication pour la première journée est le **20 juin 2014**. Le comité scientifique répondra dans un délai d'un mois. Un nouvel appel à communication sera fait pour les journées 2 et 3 mais toutes les propositions sont d'ors et déjà bienvenues.

Les propositions de communication sont à adresser à veuvages.europe@gmail.com

Pour toutes informations complémentaires : veuvages.europe@gmail.com

2.2

RAPPEL

Colloque du LabEx EHNE – Axes 4 et 6
Université de Nantes et de Paris-Sorbonne



Écrire une histoire
nouvelle de l'Europe

« Les circulations européennes à l'âge des Empires coloniaux au XIX^e siècle : une lecture genrée »

Nantes, 4-5 décembre 2014

Date limite : 29 juin 2014

Dans le sillage d'importants colloques et numéros de revue portant sur les femmes et le genre en situation coloniale (notamment « La femme dans les sociétés coloniales » en 1985, plus récemment, le numéro « Colonisations » de la revue *Clio*, paru en 2011, ou encore en 2012, le colloque « Femmes et genre en contexte colonial, xix^e-xx^e siècles »), cette rencontre se propose d'examiner à l'aune du genre les circulations européennes dans les Empires coloniaux au xix^e siècle.

Il s'agit ainsi de croiser l'étude d'objets de recherche longtemps négligés. D'abord, le rôle des femmes dans l'histoire coloniale et dans l'histoire des mobilités au sens large. L'histoire des Empires européens s'est d'abord écrite sans tenir compte de l'identité genrée des acteurs et actrices qui les ont construits, et les mobilités ont longtemps été décrites comme un phénomène éminemment masculin, les femmes étant le plus souvent considérées comme des « suiveuses » passives. Néanmoins, l'historiographie récente a été amenée à réévaluer la place des femmes et l'impact des assignations de genre sur les déplacements féminins et masculins en situation coloniale. Ce colloque se propose ainsi de saisir les mobilités d'Européen.ne.s dans l'espace colonial, ou plutôt dans les espaces coloniaux, puisque les Empires constitués par les métropoles européennes seront ici envisagés dans toute leur diversité.

Il s'agira de considérer tout à la fois les circulations volontaires ou forcées, en allant du simple voyage jusqu'au déplacement faisant suite à une mesure de bannissement ou à un exil politique. Cette rencontre veut d'abord examiner dans toute leur variété les **figures féminines** qui se sont alors déplacées depuis l'Europe vers l'espace colonial : celles qui ont voyagé et exploré ; celles qui ont contribué à peupler l'espace colonial ; celles qui ont instruit, soigné, enfanté ou évangélisé ; et enfin les femmes bannies ou exilées au sein même de l'espace colonial.

Le colloque s'intéressera plus largement aux **migrations et mobilités européennes** entre métropoles et colonies, mais aussi aux circulations qui ont relié entre eux les espaces coloniaux au xix^e siècle :

- Comment expliquer les différences de comportements migratoires entre hommes et femmes en situation coloniale ?
- Est-ce que les femmes européennes ont pu devenir les actrices de mobilités au sein de l'espace colonial ?
- Quelles ont été les perceptions genrées de ces mobilités et circulations dans les Empires ? Peut-on parler de formes de déconsidération pour les femmes qui se déplaçaient hors de la tutelle maritale ?
- Quelles ont été les limitations, ou au contraire les incitations apportées par les autorités coloniales à ces circulations, ont-elles été différentes selon qu'il s'agissait de mobilités féminines ou masculines ?

- Enfin, quel impact les circulations européennes ont-elles eu sur les rapports et assignations de genre au sein des populations coloniales ?

En envisageant les déplacements en situation coloniale selon une lecture genrée, il s'agit de remettre le genre en mouvement, mais également de contribuer à une **histoire comparée des empires au XIX^e siècle**, en privilégiant le moment où ils se sont constitués plutôt que leur apogée, plus largement étudié de ce point de vue dans l'historiographie.

Les sources examinées dans les communications intégreront les fonds politiques, judiciaires et administratifs, sans négliger dans la mesure du possible archives privées, ressources iconographiques et récits de voyage, qui permettent d'identifier les stratégies propres aux actrices et acteurs de ces déplacements et de comprendre l'impact des déplacements volontaires et forcés des Européen.ne.s sur les sociétés coloniales.

Les communications, d'une durée de **25 minutes**, pourront s'effectuer en français, en anglais ou en espagnol. Le comité scientifique du colloque se réunira le lundi 30 juin pour sélectionner les propositions de communications et le programme définitif sera élaboré en septembre 2014.

Les propositions de communication d'une vingtaine de lignes doivent être envoyées accompagnées d'un bref CV avant le **29 juin 2014** aux adresses suivantes : labexehne4@univ-nantes.fr et delphine.diaz@paris-sorbonne.fr

Voir l'appel à communication complet : <http://genreurope.hypotheses.org/893>

2.3

RAPPEL

Journée d'études

« Sexualités et enfermements »

Vendredi 12 décembre 2014, Université Lille 1

Date limite : 30 juin 2014

Cette journée d'études est une action du projet **SEXENFER**, coordonné par Gwénola Ricordeau et Régis Schlagdenhauffen. Elle est soutenue par l'Université de **Lille 1**, le **Clersé** (UMR 8019) et le laboratoire **Lise** (UMR 3320, Cnam/CNRS).

Contexte et enjeux :

Il a souvent été rapporté que les pratiques, les normes, ainsi que les représentations de la sexualité dans un univers fermé diffèrent de celles du reste de la société. Cette observation s'expliquerait par l'organisation de l'espace, la culture propre aux enfermés.e.s et les usages institutionnels qui contrôlent, réduisent ou interdisent les contacts entre les personnes enfermées avec les personnes extérieures.

Les individus vivant des situations d'enfermement physiques tels que dans les prisons, les camps d'internement et de concentration, les centres de rétention et les zones d'attente pour réfugié.e.s et demandeur.e.s d'asile, parfois pour une durée indéterminée, sont obligés de négocier la sexualité avec les détenteurs du pouvoir, mais aussi avec leurs « camarades d'infortune ».

Dans d'autres cas, l'enfermement peut se manifester de manière plus diffuse, notamment dans des institutions spécialisées (telles que les hôpitaux, maisons de retraite, internats, couvents, *gated communities*, etc.) posant la question de la « clôture » et par-delà celle de la perméabilité des relations sociales et sexuelles entre un « dedans » et un « dehors ».

L'avènement des études sur le genre, en France, a permis celui des travaux sur la sexualité. Ceux-ci demeurent néanmoins relativement limités dans le champ d'étude des lieux d'enfermement, que ceux-ci soient physiques ou symboliques.

Notre appel à communications suggère d'investiguer les relations entre enfermement et sexualités, au prisme des études sur le genre, et de questionner les frontières entre dehors et dedans.

Questionnement scientifique :

Les communications pourront notamment porter sur les cinq domaines suivants :

4. Histoire et pratiques de la non-mixité

Les pratiques de séparation des personnels et des personnes enfermées selon le sexe ; les personnels ou « extérieurs » de sexe opposé intervenant dans des lieux d'enfermement non-mixtes ; les discours sur les risques entraînés par la mixité...

2. Politiques et organisation de la sexualité

Organisation et répression de la sexualité ; mise en place d'aménagements de type « parloirs sexuels », chambres d'intimité ou d'amour ; mobilisations collectives légitimant un droit à la sexualité dans des institutions fermées.

3. La frontière dedans/dehors

Corps enfermant, corps enfermé ; adaptation et substitution des pratiques ; stratégies de transgression des normes institutionnelles, etc.

4. Pratiques, représentations et discours

Récits de personnes enfermées et de leur sexualité ; représentation des personnes enfermées dans les productions culturelles (théâtre, cinéma, littérature) ? Réception des représentations ?

5. Questions méthodologiques

Comment enquêter sur les sexualités dans les lieux d'enfermement ? Comment s'articulent ou se confortent les contraintes des enquêtes sur les sexualités et celles des enquêtes dans/sur les lieux d'enfermement ?

Modalités :

Cet appel à communications s'adresse en particulier aux chercheur.e.s travaillant en sciences sociales, histoire et littérature, mais il reste ouvert aux autres approches disciplinaires. Il n'est pas restrictif quant aux périodes historiques, ni aux aires géographiques étudiées.

Les propositions de communication des doctorant-e-s et des jeunes chercheur-e-s sont fermement encouragées.

Les propositions de communication (3 000 signes maximum, en indiquant un titre, votre statut et votre institution de rattachement) doivent être adressées par email **avant le 30 juin 2014** aux adresses suivantes : regis.schlagdenhauffen@ehess.fr / gwenola.ricordeau@univ-lille1.fr

Les réponses seront transmises courant juillet 2014.

Comité d'organisation :

Régis Schlagdenhauffen & Gwenola Ricordeau

2.4 RAPPEL

« Genre, politique et représentation au niveau local »

Colloque à Bordeaux les 13 et 14 novembre 2014

Date limite d'envoi des propositions de communication : 11 juillet 2014

Ce colloque international a pour ambition de croiser les réflexions menées sur la question du genre et de la représentation au niveau local, en faisant jouer les échelons de l'analyse et la comparaison dans l'espace et dans le temps. Si la variable du sexe a été intégrée dans la sociologie électorale dès les débuts de la science politique contemporaine, la science politique française ne s'est saisie du genre comme outil d'analyse qu'à une période récente. Les travaux pionniers sur les femmes en politique se sont enrichis des recherches renouvelées par les appropriations du genre comme outil ou objet d'analyse. La définition désormais classique proposée par Joan W. Scott (1986) a ouvert la voie à des approches de la représentation non plus seulement centrée sur un implicite masculin, ou sur les femmes mais aussi sur les masculinités.

Les travaux de langue française se rapportant au genre en politique ont d'abord concerné les transformations liées à la loi du 6 juin 2000 sur la parité. La mise à l'épreuve de l'universalisme républicain a fait l'objet de recherches débutées au moment de l'élaboration du projet de loi. La genèse du débat et la mise sur l'agenda politique de la cause des femmes ont suscité des réflexions à partir des outils de la sociologie des mobilisations et des politiques publiques. Le questionnement des effets du changement de la règle du jeu sur le champ politique ont ainsi renouvelé les approches de la représentation politique. Au niveau local, les différentes enquêtes menées dès le début des années 2000 ont permis de mettre en évidence le poids des configurations territorialisées dans la valorisation du genre comme ressource. Les effets de la loi dans un contexte structuré par les rapports sociaux hérités de la période coloniale ont également été interrogés en Guyane. Enfin, les attentes de transformations de la manière de faire de la politique, portés lors des débats sur la loi, ont fait l'objet de réévaluation à l'aune des scrutins suivants.

Qu'en est-il aujourd'hui, quelques mois après les élections municipales de 2014? Ce colloque sera l'occasion de confronter des observations et enquêtes sur des terrains différents en cherchant à spécifier les modalités d'exercice du pouvoir au niveau local. En particulier, les réformes de l'application de la loi et l'élection municipale des 23 et 30 mars 2014 pourront offrir un prolongement aux investigations menées au lendemain de la loi de 2000. La comparaison dans le temps, l'analyse longitudinale des trajectoires d'individus ou de collectifs, la comparaison spatiale permettront de confronter les expériences paritaires ou de quotas pour répondre à la question posée par l'inégal accès des femmes et des hommes à la représentation politique dans un système politique fondé sur l'égalité en droit.

Plus précisément, trois axes seront privilégiés :

1. La question du leadership au sein des assemblées locale : Alors que la proportion de femmes parmi les conseillers municipaux est passée de 35% à 48% lors des dernières élections en France, elles ne représentent que 12% des maires, soit la même proportion qu'en 2008. L'entrée des femmes en plus grand nombre dans les assemblées régionales et, dans une moindre mesure, dans les assemblées départementales ne semble pas avoir eu d'effets d'entraînement sur les présidences des collectivités locales. Qu'en est-il dans d'autres pays européens ? Comment expliquer et comprendre ce « plancher collant » dans la politique locale ? Les études sur des carrières politiques locales – qui peuvent être articulées à des carrières politiques nationales - seront privilégiées dans cet axe, accordant une attention particulière à des études de cas de carrières « empêchées » ou au contraire réussies. Cet axe entend également s'interroger sur les conditions de production (et de possibilité) du leadership local par des femmes en différenciant les milieux rural et urbain mais aussi la façon dont les différents appareils partisans organisent (ou non) l'accès des femmes à ces responsabilités. La dimension genrée du rôle d'élu au niveau local sera interrogée dans cet axe.

2. L'articulation à la société locale : Si les conditions de l'éligibilité sont relativement bien renseignées, en revanche, les modes d'exercice des mandats par les femmes et les hommes restent plutôt un angle mort de la sociologie politique. C'est bien cette question qu'entend traiter l'axe 2 en privilégiant les rapports des femmes et des hommes élu.e.s à la société locale. Peut-on identifier des ressources spécifiques qui favoriseraient l'accès aux assemblées locales et la tenue du rôle d'élue locale? Quels sont les réseaux qu'entretiennent de manière privilégiée les femmes et les hommes élus localement ? Quels sont concrètement les groupes d'intérêts avec lesquels ils/elles entrent en relation ? Combien de temps consacrent-ils/elles à ces relations et sous quelle forme ? Au-delà des relations avec les groupes d'intérêt, quelles sont plus généralement les modes de relation, revendiqués et pratiqués, avec la société locale ? Passent-elle par des « contacts » (lesquels ? comment ?) ou des procédures participatives plus institutionnalisées ? La présence de femmes en plus grand nombre en France parmi les élus locaux depuis le vote de la loi sur la parité de 2000 et dans des situations plus égalitaires dans les conseils locaux depuis la loi de 2007 a-t-elle une incidence sur la démocratie participative et les technologies déployées ?

3. Le genre dans l'action publique locale : Dans son étude sur l'exercice du pouvoir local dans sept pays de l'Union européenne, Jacqueline Heinen remarquait en 2002 que la présence de plus de femmes dans les conseils locaux ne se traduisait pas par une politique identifiable comme plus féministe en faveur de l'égalité des sexes.

Depuis, la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, adoptée en 2006, signée (début 2013) par près de 1400 collectivités en Europe, a été présentée comme un outil majeur pour promouvoir l'égalité dans la vie locale. Comment s'applique cette charte et qui l'applique en priorité? Quelles sont parmi les nombreuses actions préconisées par la charte, celles qui sont le plus systématiquement mises en oeuvre? Qui porte dans les collectivités locales cette charte et quelles sont les résistances éventuelles? C'est à une évaluation localisée dans différents pays européens de cet outil européen d'égalité entre les sexes qu'entend se livrer cet axe du colloque. En amont de cette charte, ne peut-on pas identifier au sein des assemblées locales une distribution genrée des champs d'intervention? Dans quelle mesure la division sexuée du travail politique qui a caractérisé les attributions de compétences des premières conseillères municipales (1935-1936; 1940-1946), est-elle redéfinie au cours du temps et avec l'arrivée de nouvelles entrantes dans ces arènes politiques locales?

Le colloque s'attachera à mettre en regard des enquêtes menées dans un cadre local dans différents pays. Enquêtes ethnographiques, études historiques fondées sur des archives, travaux d'anthropologie du politique, de géographie seront confrontés pour saisir au mieux la manière dont le genre questionne la représentation en faisant jouer les niveaux d'analyse. La dimension comparée des processus et la mise en lumière de dynamiques transnationales qui se donnent à voir au niveau local auront toute leur place dans ce colloque.

Ce colloque est organisé dans le cadre de l'ANR GENEREL.

*Les propositions de **500 mots** sont attendues pour le **11 juillet**.*

La date du colloque sera les 13 et 14 novembre prochain. Le colloque se tiendra au Centre Emile Durkheim à Bordeaux.

Les langues de travail seront le français, l'anglais, l'italien et l'espagnol.

Comité d'organisation : Clément Arrambourou, Fanny Bugnon (Post-doctorante ANR GENEREL), Magali Della Sudda (ANR GENEREL), Victor Marneur (Doctorant ANR GENEREL), Frédéric Neyrat, Marion Paoletti, Anaïs Théviot.

Contact: genrepresentation2014@gmail.com



2.5

Colloque de l'Institut Emile du Châtelet en partenariat avec l'Inserm

« Genre et santé »

Paris, 8 - 9 Juin 2015

Date limite : 30 septembre 2014

Appel à communication

Comparées aux autres domaines de la vie sociale, sphères politique, professionnelle et familiale, les inégalités en matière de santé frappent d'emblée par un trait particulier : les femmes semblent avoir une position plus favorable, leur espérance de vie étant plus élevée que celle des hommes. Toutefois, si elles vivent plus longtemps que les hommes, elles passent aussi plus d'années qu'eux en mauvaise santé et présentent des taux de morbidité bien différents de ceux des hommes, aux différents âges et pour nombre de pathologies. L'histoire de leurs corps peut être marquée par leur appartenance de sexe (maladies liées à la grossesse et à l'accouchement, cancer des organes reproductifs) mais aussi par leur appartenance de genre (effets des métiers « féminins », stress liés aux cumuls des tâches familiales et professionnelles, violences physiques et psychiques, etc.). L'histoire des corps masculins renvoie aussi aux poids de la biologie (cancers des organes sexuels masculins) et des rapports de genre (effets des métiers « masculins », alcoolisme, tabagisme etc.).

Si les différences selon le sexe sont bien établies dans les enquêtes de santé publique, force est de constater que les recherches se donnant pour objet de comprendre de tels écarts dans une perspective de genre restent encore rares, notamment en France. Une pensée naturalisante des stéréotypes de genre, encore prégnante même dans les revues scientifiques prestigieuses, tend à réifier l'idée d'une constitution féminine différente d'une constitution masculine. De fait, les disparités de santé entre les sexes sont encore bien souvent interprétées à l'aune des constitutions physiques des femmes et des hommes sans s'interroger sur le poids des représentations du masculin et du féminin et des pratiques sociales genrées, et sur l'articulation entre différentes formes d'inégalités et de relations de pouvoir.

Cette faible prise en compte de la dimension de genre dans le champ de la santé est à mettre en lien avec le recours tardif en France à ce cadre d'analyse, et notamment à l'articulation du genre avec d'autres rapports sociaux. Mais c'est aussi parce que le genre est rarement pensé comme un rapport social producteur d'inégalités de santé.

Ce colloque interrogera les modalités d'incorporation des différences de sexe/genre dans notre compréhension du normal et du pathologique, sur les effets de la biologie sur le genre, et du genre sur la biologie. Il s'agira également de questionner la systématisme de la bipartition de la population selon le sexe pour rendre compte des inégalités sociales de santé tandis que la distinction entre sexe et genre devient l'objet d'une interrogation de plus en plus complexe.

Ce colloque pluridisciplinaire se donne ainsi pour objectif de comprendre comment les rôles sociaux liés au genre tendent à orienter la façon dont les femmes et les hommes sont (i) exposé.e.s

différemment à des problèmes de santé, (ii) comment elles et ils se représentent les affections qui les touchent et (iii) ont ou non recours au système de soins, (iv) et comment les réponses des professionnels de santé se construisent différemment selon le sexe de leurs patients.

On analysera en particulier la façon dont le genre participe à construire les troubles de la vie psychique, les représentations des maladies comme le cancer et les affections cardio-vasculaires, les questions de santé sexuelle et reproductive, dans des contextes sociaux, professionnels et de soins eux-mêmes genrés.

Les propositions de communication (2 pages) accompagnées d'un CV seront déposées avant le 30 septembre 2014 via le formulaire ouvert sur le site internet de l'IEC :

<http://www.institutemilieduchatelet.org/colloque-detail?id=246>

Elles devront s'inscrire dans une des thématiques suivantes :

A - Genre, maladie cardio-vasculaire et vieillissement

B - Genre et santé au travail

C - Genre et cancer

D - Genre et santé mentale E Genre et santé sexuelle

Comité d'organisation :

Armelle Andro (sociologie-démographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), Nathalie Bajos (sociologie-démographie, INSERM), Laurie Laufer (psychopathologie, Université Paris Diderot), Ilana Löwy (histoire des sciences biomédicales, INSERM), Pascale Molinier (psychologie, Université Paris 13 Nord), Florence Rochefort (histoire, CNRS), Catherine Vidal (neurobiologie, Institut Pasteur).

Comité scientifique :

Simone Bateman (sociologie, CNRS), Marc Bessin (sociologie, CNRS/EHESS), Mylène Botbol-Baum (philosophie, Université catholique de Louvain), Catherine Bourgain (génétique, épidémiologie, INSERM), Hélène Bretin (sociologie, Université Paris 13 Nord), Martine Bungener (économie, sociologie, CNRS), Emmanuelle Cambois (santé publique, INED), Hervé Chneiweiss (neuro-oncologie, CNRS), Emilie Counil (épidémiologie, EHESP), Daniel Delanoë (psychiatrie, INSERM), Christine Hamelin (sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin), Pierre Jouannet (biologie reproductive, professeur émérite, Université Paris- Descartes), Thierry Lang (épidémiologie sociale, INSERM), Anne Lowell (anthropologie, Université de Californie, Berkeley), Jennifer Merchant (science politique, Université Paris Panthéon-Assas), Patrick Peretti-Watel (sociologie, INSERM), Alain Smagghe (médecine gériatrique), Alain Vannier (psychanalyse, Université Paris Diderot), Jean-Christophe Weber (médecine, Université de Strasbourg), Joëlle Wiels (biologie cellulaire, CNRS)

Coordination : Lucette Aussel (Inserm) - Sylvie Blumenkrantz (IEC)

3 – APPELS À CONTRIBUTION D'ARTICLES

3.1 RAPPEL



« Le genre à l'épreuve de l'incertain »

Date limite d'envoi des propositions d'articles : 30 juin 2014

Que devient le genre dans un contexte d'incertitude ? Dans la continuité thématique du congrès « Penser l'incertain » de l'AISLF, à Rabat en juillet 2012, le présent appel à contributions vise à explorer quelques-unes des manifestations contemporaines de l'incertain, au regard des rapports sociaux de sexe ou de genre, dans différents contextes sociaux (travail, famille, école, espace public, partis politiques, etc.).

Assiste-t-on, de manière inexorable, à une recomposition plus inégalitaire des rapports de genre que par le passé ? Ou *a contrario*, les processus d'individuation caractéristiques de la « deuxième modernité » constituent-ils un frein au renforcement des inégalités entre les sexes en période de « crise » ? Dans quelle mesure le principe d'égalité entre les sexes, la relative désinstitutionnalisation des normes régissant les différences de sexe et l'autonomisation des destins individuels par rapport au genre sont-ils révisés, renforcés ou bien annulés en période d'incertitude ? Les contextes d'incertitude ouvrent-ils une brèche dans les systèmes de domination (Le Feuvre, 2014) ¹ ? Le caractère éminemment risqué des anciennes « certitudes » sociales, notamment pour les femmes, pourrait en effet ouvrir les horizons des possibles, pour des groupes sociaux dominés dont les destins étaient autrefois certains et prévisibles.

Ce dossier thématique de la revue *SociologieS* entend présenter des travaux originaux et empiriquement fondés, émanant de jeunes chercheur·e·s comme de collègues plus confirmé·e·s. Il invite à interroger les effets de l'incertain sur les institutions, les processus sociaux et/ou les trajectoires (familiales, professionnelles, sociales, militantes, etc.) et plus fondamentalement le système de genre, pour en saisir les effets potentiellement inventifs et innovants, dans différents contextes géographiques et sociaux.

Marie-Carmen Garcia, Professeure des Universités, Université Paul Sabatier Toulouse III.

Nathalie Lapeyre, Maîtresse de Conférences, Université Toulouse II – Le Mirail.

Veuillez envoyer le résumé de votre proposition (1 page maximum) **avant le 30 juin 2014** aux deux coordonnatrices du numéro :

Marie-Carmen Garcia : marie-carmen.garcia@univ-tlse3.fr

Nathalie Lapeyre : nlapeyre@univ-tlse2.fr

¹ Le Feuvre Nicky, 2014, « Appréhender les défis de l'incertain sous l'angle du genre », dans Didier Vrancken (dir.), *Penser l'incertain*, Québec, Presses de l'Université Laval et Paris, Éditions Hermann, pp. 113-135.

Les auteur-e-s des propositions sélectionnées doivent envoyer les propositions d'article **avant le 17 novembre 2014**. Les articles devront être compris entre 25 000 et 35 000 caractères espaces compris.

Consignes de rédaction aux auteur-e-s : <http://sociologies.revues.org/289>

Protocole de rédaction :

Les articles proposés au Comité de rédaction doivent être originaux, ne pas avoir été soumis ailleurs et ne pas avoir été publiés dans une autre langue. Les articles n'excéderont pas les 35.000 signes (incluant tableaux, graphiques et bibliographie) et devront être accompagnés d'un court résumé d'une dizaine de lignes, en français, en anglais et en espagnol, et de cinq mots clé, en anglais et français également.

L'auteur-e fournira les renseignements suivants : son nom, son adresse, son numéro de téléphone, son adresse électronique ainsi que son titre et son établissement de rattachement.

Les textes seront examinés de façon anonyme par deux lecteurs externes (ou trois s'il n'y a pas entente sur l'évaluation). Les articles soumis présenteront des résultats de recherche originaux et des qualités telles que la lisibilité et la pertinence par rapport à la problématique générale du numéro

	Dates
Envoi des résumés	30 juin 2014
Réponse du comité	16 juillet 2014
Envoi des articles sélectionnés sur la base des résumés	17 novembre 2014
Retour de l'évaluation par les pairs (<i>peer review</i>)	2 mars 2015
Envoi de la deuxième version de l'article	30 avril 2015
Publication	Octobre-Novembre 2015

3.2 RAPPEL

Call for Articles

“Productive Bodies. Towards a Body and Material History of the Modern Economic (17th-20th centuries)”

Ed. Peter-Paul Bänziger and Marcel Streng on behalf of the Arbeitskreis für Körpergeschichte

Date limite : 30 juin 2014

The projected peer reviewed edited volume addresses a variety of questions at the intersection of economic, material, and body history. Drawing on new research in these fields, it aims at highlighting the material dimension of economic processes (1) and reassessing the emergence of productive bodies since the 18th century (2).

(1) The renaissance of heterodox approaches in economic history over the course of the last two decades has significantly enlarged the scope of this field. This trend mainly benefits from the cultural and social sciences and has fostered research on phenomena that cut across the classic schemes of both labor division (production, distribution, consumption) and the economic spheres (services, industry, and agriculture). For instance, several studies have focused on the history of raw materials and industrial products such as chocolate, dyes, coffee, paper, shoes, cotton, and soy beans, to name only a few. In so doing they have highlighted the analytic potential of these new approaches in economic history. Drawing on new institutional economics, scholars have also analyzed the role that nomenclatures and expectancies of actors have played in the establishment and stabilization of large networks of production, commercialization and consumption. Heuristic concepts such as “quality convention”, developed in French economic history, and innovative approaches emerging from the fields of Science and Technology Studies and history of knowledge stimulate an interest in the material dimension of economic processes that was traditionally banned from economic history. However, the perspectives of body history on productions of all kinds, and especially on the genealogy of the very social and objective relation commonly dubbed “the economic”, are still largely missing in this debate.

(2) Likewise, historians of the body are still reluctant to engage with economic history. Pioneering studies in the 1990s were scarcely followed. This situation is about to change as economic aspects are increasingly integrated into histories of the body. In particular, some scholars have begun to analyze historical regimes of subjectivity. In search of the conditions of possibility of “the economic” these scholars have, amongst other things, explored the (hetero) genesis of the “homo oeconomicus” and self-descriptions of economic subjects. Many such studies have focused on technologies of government and of the self, e.g. the education of monetary subjects, the social production of debts and debtors, and the emergence of the “entrepreneurial self”. Interestingly enough, though, the dimension of corporeality/materiality remains in the shadows. Bodies like that of the calculating subject, for instance – of bankers, traveling salesmen, managers, salespersons – are still waiting for historicization, even if a recent study on the “serving subject” opens interesting perspectives in this regard. Particularly, a history of productive bodies within the industrial regimes that emerged after the threshold of biopolitical modernity of around 1900 remains a desideratum. This also holds true for the case of the agricultural laborer. Likewise, the “post-materialist” or “post-Fordist” working subjects have remained remarkably disembodied, although we know quite well how

bodies are used to optimize and regenerate the “resources” of these subjects – via techniques of the self like “body therapy”, “wellness”, “self healing”, and the like.

The projected volume draws on both agendas and highlights the body in its intrinsic relations with “the economic”. Contributions shall thus focus on the corporeal and/or material dimension of the production of the economic, particularly in the following fields:

a) While the model of the “human motor”, borrowed from thermodynamics, was crucial for the constitution of productive bodies at the end of the 19th century, new findings suggest its irrelevance for present regimes of production and cultures of the self. It is unlikely, however, that this model was directly and thoroughly replaced by new ones. In this regard, we are looking for contributions focusing on transformations of the “human motor”, on transitions between hegemonic subjectivities of the “carbon” and the “silicon age” (Gilles Deleuze), as well as on simultaneously emerging concepts of productive bodies.

b) Relatively little research has hitherto been done with respect to historical aspects of the corporeal/material production of “the economic” itself, e.g. the production and selection of “economically relevant/irrelevant” bodies. Contributions which address these issues by crossing the classic scheme of economic liberalism (production, distribution, consumption) are thus highly welcomed. We especially invite scholars from the fields of dis/ability, gender, post-colonial and queer history, and from the history of forced labor, who are willing to explore the entanglements and exclusions by which economic/ productive bodies are constituted.

c) The discussion on whether only human bodies can become productive bodies is to be (re-)opened as well. Obviously, working subjects are hardly separable from their tools and means of production – ranging from a simple hammer to the “cube farm”. We therefore invite scholars who address, from a historical perspective, the question of the human/non-human nature of productivity by analyzing “productive objects” or “bio-assemblages” (e.g. plants, animals, machines, production sites, robots and computers, as well as pencils, desks and prostheses, to name but a few possible objects) and their influences on the constitution of specifically human productive bodies.

d) Finally, the constitution of productive bodies and economic productivity accompanied the emergence of industrial regimes of workforce organization as well as the establishment and integration of markets, well before the 19th century. Little is known so far, for instance, about the prehistory of the thermodynamic model that was most prominent at the turn of the 20th century. We therefore welcome contributions addressing the above listed issues and questions from a “longue duree” perspective, especially those focusing on the “Sattelzeit” of the decades around 1800.

Proposals should include an abstract of about 500 words and a short biographical note. Please send proposals to Arina Heussler (<arina.heussler@unibas.ch>) **no later than June 30, 2014**. Notification of acceptance of proposals will be given by July 31. The full papers are to be submitted by January 31, 2015. Acceptance is based on a double-blind peer review process and will be communicated by March 31, 2015. Publication is scheduled Fall/Winter 2015.

3.3

RAPPEL

Revue *Recherches féministes*

« Être femme en Afrique subsaharienne: la fin des “cadets sociaux” ? »

Sous la direction de Muriel Gomez-Perez et Marie Brossier

Date limite : 10 septembre 2014

Dans le contexte d'une approche de relations de pouvoirs construits, plusieurs écrits² ont désigné les « cadets sociaux » comme l'ensemble des catégories sociales dominées, principalement les jeunes et les femmes, par opposition à leurs « aînés sociaux » dont l'autorité repose tant sur l'âge, la position dans la lignée que sur leur possession de ressources symboliques et matérielles. Ces rapports de subordination sociale organisés sur des rapports de séniorité ont permis la reproduction du système politique hérité de la colonisation (Bayart, 1989) tout en maintenant les « cadets » dans une position de marginalisation, ce qui limite leur mobilité sociale et l'accès aux positions de pouvoir.

Pourtant, à la faveur de nouvelles dynamiques sociales devant les plans d'ajustement structurel et le retrait de l'État dans les secteurs clés de l'économie, d'une part, les divers processus d'urbanisation et le rôle influent des médias, d'autre part, et, enfin, devant les transformations des rapports d'autorité dans les familles, les rapports de domination ont évolué et les critères de hiérarchisation sociale ont changé (Brossier 2004). Les femmes ont été amenées à assumer de nouveaux rôles depuis les années 80 (Coquery-Vidrovitch 2013) et surtout après l'adoption de la Déclaration et programme d'action de Beijing en septembre 1995, à la suite de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Elles ont, de ce fait, montré leur capacité redistributive et créative. Malgré les structures patriarcales de domination, voire parfois le renforcement des inégalités hommes-femmes, certaines femmes vont jusqu'à parvenir à négocier, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, une nouvelle place sans nécessairement bouleverser totalement les logiques d'organisation socioculturelle. Certaines, de la jeune génération comme de l'ancienne, sont devenues chefs de famille, chefs d'entreprise, leaders d'opinion en raison de leur militantisme actif, leaders politiques ou figures religieuses charismatiques.

Le numéro de la revue *Recherches féministes* qui sera consacré à ce thème invite à porter un regard croisé au carrefour de plusieurs disciplines de sciences humaines et sociales afin de rendre compte d'histoires particulières de femmes, individuelles ou collectives ou encore de voies différenciées d'affirmation féminine pour mieux comprendre les profonds changements qui ont eu cours en Afrique au sud du Sahara depuis les 30 dernières années. Dans cette perspective, trois axes de réflexion sont proposés.

Premier axe

Rapports intergénérationnels : négociation ou confrontation ?

La littérature invite, ces dernières années, à mettre en valeur les relations entre générations en vue d'analyser les continuités et les discontinuités dans les dynamiques relationnelles entre les générations, les relations conflictuelles avec le passé qui modèlent le présent et les reconfigurations identitaires entre les générations à travers des contextes politiques, sociaux et familiaux diversifiés (Gomez-Perez et LeBlanc 2012; Reynolds Whyte *et alii* 2008). Dans cette avenue, le premier axe invite dès lors à réfléchir à l'échelle micro en analysant les relations entre femmes dans l'espace des femmes, par exemple en milieu urbain ou rural, dans les activités associatives de quartier, dans les tontines, dans les groupes d'intérêts économiques ou à l'occasion de célébrations familiales. Il s'agira tout d'abord d'appréhender la manière dont les femmes négocient leurs responsabilités et contournent certaines normes sociales ayant trait à la procréation, aux relations sexuelles ou

² Balandier (1955 : 340) parle de « l'organisation automatique de l'autorité » par l'ancienneté (« séniorité »). Les travaux de Meillassoux (1975) menés au cours des années 70 sont également au centre de cette approche.

matrimoniales; puis de voir la façon dont ces représentations et ces pratiques font l'objet d'une transmission et définissent les relations entre mères et filles. Enfin, l'enjeu de leur réception par ces dernières constituera une piste à explorer.

Le regard porté sur la prescription des rôles féminins dans des sociétés aux prises avec des changements socioéconomiques très profonds permettra de mieux appréhender les logiques d'autorité entre différentes générations féminines. Celles-ci sont modelées par des processus d'agentivité (Plancke 2012; Moghadam et Senftova 2005) et d'autonomisation (*empowerment*) (Calvès 2009; Chant 2007; Kabeer 2005) mais aussi des pratiques comme la débrouillardise et les stratégies de survie dans des situations de forte insécurité socioéconomique, voire de violence extrême.

Deuxième axe

Itinéraires de militantisme et mobilités sociales

Le deuxième axe interrogera les trajectoires de militantisme des femmes dans les différents secteurs de la société, notamment associatifs, religieux et politiques. Il s'agira, d'une part, de voir en quoi les femmes s'engagent dans des formes de mobilisations collectives et d'examiner, les savoirs et les savoirs-faire qu'elles y acquièrent; d'autre part, de souligner les processus d'individuation et d'individualisation (Marie 1997 et 2007) à l'œuvre. De plus, la formation de véritables « figures de la réussite » (Banégas et Warnier 2001) féminines permettra de voir dans quelle mesure cette mobilisation constitue un vecteur de mobilité sociale donnant aux femmes l'occasion de convertir les ressources acquises dans le champ militant pour se positionner dans d'autres espaces sociaux. Cet axe mettra également en lumière les formes de mobilisations collectives et citoyennes sur des faits de société (luttres contre la réforme du Code de la famille, contre la polygamie, contre le mariage précoce, contre les mutilations et les violences sexuelles, contre la vie chère, pour la parité, pour l'égalité des sexes, pour le planning familial, etc.), et ce, afin d'interroger la constitution d'un espace de la « cause des femmes » (Bereni 2007). Cela mènera à une réflexion sur l'identification de ces mobilisations par les militantes à la cause féministe et les débats qui portent sur leur ancrage national et africain et s'articulent à des processus de transnationalisation dans le contexte des mobilisations altermondialistes (Sow, 2009; Imam, Mama et Sow, 2004).

Troisième axe

Reconfigurations de l'intime et du public

Le troisième axe s'intéresse aux effets de la remise en question des rapports intergénérationnels et de mobilités sociales engagées par les pratiques militantes dans le rapport aux hommes. Les reconfigurations des structures de domination patriarcale permettent de mettre en lumière les reconfigurations des espaces de l'intime et du public. Il s'agira de révéler les négociations des rôles prescrits aux femmes au sein de la famille (nucléaire et élargie) par rapport aux figures conventionnelles de l'autorité (maris, pères, grands-pères, oncles notamment). Il s'agit ici de questionner les reconfigurations des rapports entre autorité et légitimité qui en résultent, notamment autour des modalités mises en œuvre par les femmes pour acquérir des formes de légitimité sociale à la fois au sein de l'espace familial mais également en dehors de ce dernier, comme dans des espaces rituels de pratique de la foi, dans un espace de la société civile ou de production culturelle ou encore dans un espace politique. On s'interrogera enfin sur les reconfigurations des rapports entre femmes et hommes dans les espaces publics et politiques, afin d'appréhender les carrières choisies par des femmes (militantes, leaders d'opinion, leaders politiques, chefs d'entreprise, cadres de la fonction publique, élues) et leur impact sur leurs trajectoires biographiques.

Les propositions (300 mots maximum) accompagnées d'une notice biographique (50 mots, précisant le statut et l'affiliation), sont à envoyer conjointement aux directrices du dossier avant le 10 septembre 2014.

Muriel Gomez-Perez, Département des sciences historiques, Université Laval, muriel.gomez-perez@hst.ulaval.ca

Marie Brossier, Département de sciences politiques, Université Laval, marie.brossier@pol.ulaval.ca

RÉFÉRENCES

BALANDIER, Georges

1955 *Sociologie actuelle de l'Afrique noire, Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*. Paris, Presses universitaires de France.

BANÉGAS, Richard, et Jean-Pierre WARNIER

2001 « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique Africaine*, 82 : 5-21.

BAYART, Jean-François

1989 *L'État en Afrique : la politique du ventre*. Paris, Fayard.

BERENI, Laure

2007 « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes », *Politix*, 20, 78 : 107-132.

BROSSIER, Marie

2004 « Les débats sur le Code de la famille. Une mise en question des fondements de l'autorité légitime », *Politique africaine*, 96, décembre : 78-98.

CALVÈS, Anne-Emmanuèle

2009 « *Empowerment* » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, 4, 200 : 735-749.

CHANT, Sylvia

2007 *Gender, Generation and Poverty: Exploring the 'Feminisation of Poverty' in Africa, Asia and Latin America*. Cheltenham/ Northampton, Edward Elgar.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine

2013 *Les Africaines*. Paris, La Découverte.

GOMEZ-PEREZ, Muriel, et Marie Nathalie LEBLANC

2012 *L'Afrique des générations*. Paris, Karthala.

IMAM, Ayesha, Amina MAMA, et Fatou SOW (dir.)

2004 *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines*. Paris, Karthala.

KABEER, Naila

2005 « Gender Equality and Women's Empowerment : A Critical Analysis of the Third Millennium Development Goal », *Gender and Development*, 13, 1 : 13-24.

MARIE, Alain

1997 *L'Afrique des individus*. Paris, Karthala.

2007 « Communauté, individualisme, communautarisme : hypothèses anthropologiques sur quelques paradoxes africains », *Sociologie et sociétés*, xxxix, 2, automne : 173-198.

MEILLASSOUX, Claude

1975 *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspéro.

MOGHADAM, Valentine, et Lucie SENFTOVA

2005 « Mesurer l'autonomisation des femmes : participation et droits dans les domaines civil, politique, social, économique et culturel », *Revue internationale des sciences sociales*, 2, 184 : 423-449.

PLANCKE, Carine

2012 « *Agency* et possessions féminines en Afrique. Une évaluation critique », *Rives méditerranéennes*, 41 : 57-78, [En ligne], [rives.revues.org/4111?lang=fr] (19 décembre 2013)

REYNOLDS WHYTE, Susan et alii

2008 *Generations in Africa : Connections and Conflicts*. Berlin, Lit Verlag.

SOW, Fatou (dir.)

2009 *La recherche féministe francophone, Langue, identités et enjeux*. Paris, Karthala.